

## IMPACT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE SUR L'ALGÉRIE

# Les inquiétudes de Karim Djoudi

*Le ministre des finances, Karim Djoudi, l'un des rares ministres qui se sont prêtés hier, au Sénat, en marge de la cérémonie de clôture de la session parlementaire de printemps, préconise la prudence dans la gestion budgétaire, surtout que la crise économique mondiale, si elle venait à durer, ne manquerait de nous affecter.*

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) -** Pour le moment, point d'affolement. Le ministre des Finances estime qu'il convient d'abord de bien observer cette situation de crise, avant de prendre une décision. «Nous devons prendre des décisions sur un fait structurel et non sur un fait ponctuel», a-t-il affirmé, soulignant que «si cette tendance se confirme, nous serons obligés, au point de vue des dépenses budgétaires, d'ajuster notre niveau de dépenses ou les capacités de financements qui sont les nôtres, en l'occurrence le fonds de régulation, notre endettement public interne, les prix du pétrole et la fiscalité non pétrolière».

Plus précis, Karim Djoudi a soutenu que la crise s'avère inscrite dans la durée et est structurelle, il va alors falloir procé-



Photo : Samir Sid

**Djoudi exclut tout plan de rigueur pour le moment.**

der à des reports de projets qui doivent être inscrits ainsi qu'à de la rigueur dans les dépenses de fonctionnement.

Faisant état des observations qui ont été faites jusque-là, le ministre des Finances croit à la durabilité de la crise.

«Et l'observation de cette crise à travers le comité que nous avons constitué depuis 2008 semble dire aujourd'hui que

cette tendance profonde de crise en Europe et aux États-Unis et même dans les pays émergents comme la Chine et l'Inde où il y a un plafonnement de la croissance à des niveaux qui sont moins que les niveaux des années antérieures. Donc ceci va impacter sur les prix des produits énergétiques et sur nos recettes extérieures.»

Toujours est-il, Karim Djoudi exclut tout plan de rigueur pour le moment. Une forte action sur les dépenses d'investissement, dit-il, aurait un impact sur la vie économique, l'emploi et le pouvoir d'achat. Aussi préconise-t-il une approche plus prudente. Karim Djoudi évoque aussi l'évolution des salaires qu'il pense avoir atteint le plafond. «Compte tenu du contexte international en matière de dépenses et particulièrement au niveau des dépenses de fonctionnement que je le rappelle évoluent par un phénomène quasi unique qui est l'évolution des salaires de la Fonction publique.

Et là, il faut être très prudent concernant l'évolution de ces salaires, car nous avons atteint le plafond.» Il admet enfin une poussée inflationniste assez éprouvante pour le pouvoir d'achat.

S. A. I.

## ENVOYÉS POUR UNE FORMATION

### Al-Azhar renvoie 40 imams algériens

40 imams sur une mission qui en a compté 48 ont été renvoyés par l'Université égyptienne Al-Azhar.

Envoyés pour une formation, les malheureux imams se sont vu refuser l'accès aux bancs de l'institution égyptienne. Le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Boualamallah Ghoulamallah a expliqué, hier, en marge de la session de clôture de la session de printemps de l'APN, que le renvoi en question relève d'un problème bureaucratique.

Selon d'autres sources au fait du dossier, les 40 imams n'ont pas été admis à poursuivre une formation à Al-Azhar en raison de leurs inaptitudes à suivre le cursus dispensé par l'université religieuse.

Alors que 40 imams sont retournés au pays, non retenus pour la formation à Al-Azhar, 100 autres préparent leurs valises pour la France et la Grande-Bretagne afin de présider aux prières des taraqouh pendant le Ramadan.

S. A. I.

## SIT-IN DE LA COORDINATION DES SYNDICATS AUTONOMES

# «La suspension de Keddad est un précédent grave»

*Pour la coordination des syndicats autonomes, la suspension de son poste de travail du président du Snapsy (Syndicat national des psychologues) est à décoder sous le prisme d'une volonté mal dissimulée d'étouffer toute «voix discordante» à l'effet de normaliser un monde syndical qui ose franchir la «ligne rouge».*

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** C'est là, la conviction chevillée des leaders et autres cadres syndicaux qui n'ont pas mis du temps pour saisir ce «message» et s'organiser en vue d'une riposte appropriée. C'est ainsi que l'Intersyndicale de la santé publique a sollicité et obtenu l'implication des syndicats autonomes des autres secteurs d'activité dans le cadre d'une coordination nationale des syndicats autonomes qui a élaboré une feuille de route à même de contrecarrer toute velléité de remise en cause des libertés syndicales, désormais en danger.

Et ce regroupement a enclenché son combat en organisant, hier lundi, un sit-in devant le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Il n'y avait, certes, pas la foule des grands jours, mais l'essentiel pour les dirigeants de neuf entités syndicales d'activité et autres anonymes venus en soutien, étant d'interpeller les consciences quant à la menace qui se fait, désormais, pesante sur les libertés syn-

dicales. En effet, pour les dirigeants du SNPSP, SNPSSP, Snapo, SNPEPM, Snechu, Cnes, Snapest, Unpef et Snapsy, relevant de divers secteurs d'activité, ils ont par ce rassemblement, signifié leur soutien à leur collègue Khaled Keddad, suspendu de ses fonctions. Une suspension provisoire, assortie d'une proposition de licenciement, signée le 6 juin dernier par le DSP d'Alger et le directeur de l'EPSP Bouchenafa de Sidi-M'hamed, à Alger où il exerce, et ce, dans l'attente que l'intéressé se présente, demain mercredi, devant le conseil de discipline qui doit statuer sur son «sort». Et indépendamment de l'issue de cette audience, c'est la mesure en elle-même intervenant alors que le pays tout entier célèbre le cinquantenaire de son indépendance qui a mis en alerte le milieu syndical autonome. Une «coïncidence» que tous les leaders syndicaux ont tenu à relever, pour dénoncer le recul des libertés syndicales.

Et au «récipiendaire» cette mesure de suspension de parler tout de go de «mobile farfelu, une prétendue faute du quatrième degré (abandon de poste et des malades et incitation de collègues à la grève) lors du sit-in le 29 mai dernier de l'Intersyndicale de la santé publique, qui, selon lui, cache mal une «volonté d'étouffer toute action syndicale autonome».

Pour Keddad, cette suspension ne reposant sur aucune démarche réglementaire n'est qu'une ruse d'Ould-Abbès pour gagner du temps et faire diversion». Et au premier

responsable du Snapsy de s'expliquer en estimant qu'en agissant de la sorte, le ministre voulait faire passer en second lieu pour ne pas dire passer sous silence notre plate-forme de revendications et celles des autres syndicats du secteur», regrettant au passage, le silence de la classe politique sur cette mesure qui remet en cause, selon lui, «l'action syndicale». Et à Keddad de relever n'avoir toujours pas consulté son dossier disciplinaire, estimant que «l'administration devait me convoquer pour me le montrer (ledit dossier, ndlr)».

Même appréciation de cette suspension chez les autres leaders syndicaux présents au rassemblement d'hier qui s'est déroulé dans le calme et en présence d'un fort dispositif de sécurité. Ainsi, pour le premier responsable du Snapest, «à travers cette mesure, les pouvoirs publics veulent délivrer un message, celui de ne pas, pour les leaders syndicaux, dépasser une certaine ligne rouge», en référence au discours virulent qu'a tenu Keddad lors du rassemblement de l'Intersyndicale de la santé publique, le 29 mai dernier. «Une ligne rouge» qui justement, selon Meziane Meriane, «a été franchie par les pouvoirs publics en commettant cette bavure monumentale qui constitue un précédent grave au moment où le pays se prépare pour la célébration du cinquantenaire de son indépendance».

Des pouvoirs publics qui, affirmera encore notre interlocuteur, «doivent comprendre une fois pour toutes que les syndicats autonomes

sont des institutions à part entière qui participent grandement à l'effort de la cohésion et de l'unité nationales». Et d'estimer que «si ces pouvoirs publics étaient conscients, ils sauraient qu'un syndicat organisé peut éviter l'anarchie, les dépassements, les dérives».

Quant au chargé de la communication de l'Union nationale des professionnels de l'éducation et de la formation (Unpef), Messaoud Lamraoui, il dira «regretter une régression des libertés syndicales. On s'attendait à une ouverture, davantage de libertés».

### Interpellation du président de la République

Et parallèlement à ce sit-in, la coordination des syndicats autonomes compte, selon toujours Meriane, interpellé le premier magistrat du pays au sujet de cette «dérive», et ce, par le biais d'une lettre qui devait lui être transmise hier ou au plus tard, aujourd'hui, soit la veille de la traduction de Keddad devant le conseil de discipline de la DSP d'Alger devant laquelle un rassemblement se tiendra en signe de soutien.

«L'Intersyndicale devrait envoyer une lettre au président de la République au cours de cette semaine», a annoncé M. Keddad. Une missive par le biais de laquelle la coordination compte interpellé le président de la République sur les violations des droits syndicaux et dénoncer les intimidations.

M. K.

## CLÔTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

# Le surprenant silence d'Ouyahia

Il est rare qu'Ahmed Ouyahia, le Premier ministre, n'ait pas quelques déclarations à faire à la presse, à l'occasion des cérémonies officielles, comme celle relative à la clôture, hier, de la session de printemps du Parlement. L'homme, qui coordonne un gouvernement où pas moins de 6 départements sont soumis, depuis près de 2 mois, à la gestion intérimaire, est resté, au Sénat, comme à l'APN, fermé à toute sollicitation médiatique.

C'est, pour sûr, l'inconfort de sa position en tant que coordinateur de l'exécutif, au devenir incertain, qui lui a recommandé de s'abstenir de s'ouvrir à la presse. Tant est qu'il n'ignore rien de l'intérêt que les médias, donc l'opinion en général, porte au gouvernement, après notamment le déroulement des élections législatives mais surtout aux intérimaires qui durent.

Ahmed Ouyahia, qui poursuit d'officier en tant que Premier ministre, en dépit de la débâcle électorale de sa formation lors du scrutin législatif, a donc regagné ses bureaux au Palais du gouvernement sans consentir à la moindre déclaration.

Même attitude chez Mourad Medelci, le ministre des Affaires étrangères, duquel était attendue une expression sur le dossier malien. Un dossier que l'Algérie semble avoir repris en main, au vu des délégations qui défilent à Alger depuis plusieurs jours. Dans les couloirs des pas perdus, seuls les parlementaires échangeaient volontiers avec les journalistes. Et la vedette est revenue à Karim Tabbou, l'ex-premier secrétaire national du FFS, qui fait l'objet de mesures conservatoires. Ce dernier s'est longuement étalé sur la crise qui secoue son parti, sur son retrait du dernier conclave des contestataires, lui qui dit ne pas vouloir faire du chemin avec ceux qui, en 1996, avaient pris d'assaut le siège du parti et avaient attaqué en justice Aït Ahmed. «On n'a pas les mêmes objectifs», assène-t-il, soutenant que sa démarche est d'essence purement politique et qui prétend à replacer le parti sur sa ligne de conduite originelle.

Cela étant, contrairement à la cérémonie d'installation qui fut chahutée par certains et boycottée par d'autres, la cérémonie de clôture de la session a enregistré la présence de tout le monde. Comme quoi, les bouderies n'étaient que passagères.

S. A. I.